

**Article 7****Déontologie**

Le travailleur associatif s'engage, lors de l'exécution du présent contrat, à respecter strictement les règles déontologiques, telles que mentionnées dans les documents, instructions ou dispositions analogues mentionnés ci-après :

- .....
- .....
- .....
- .....

Le travailleur associatif confirme formellement avoir reçu et pris connaissance de ces documents, instructions et/ou dispositions analogues.

**Article 8**

Informations et prescriptions au sujet des risques et du bien-être liés au travail associatif

Le travailleur associatif confirme avoir reçu toutes les informations et prescriptions nécessaires de la part de l'organisation au sujet des risques liés au travail associatif et en matière de bien-être lors de l'exécution du travail associatif.

Le travailleur associatif s'engage également à respecter ces informations et prescriptions.

**Article 9**

Déclaration préalable dans l'application " travail associatif " ([www.verenigingswerk.be](http://www.verenigingswerk.be))

L'organisation confirme qu'elle effectuera toute déclaration requise dans l'application " travail associatif " de l'ONSS, et ce, préalablement au commencement des prestations. Si à l'issue de cette déclaration il s'avère que le travailleur associatif ne répond pas aux critères d'application, l'organisation l'en informera immédiatement et le présent contrat sera annulé de plein droit. Toute prestation effectuée sans déclaration préalable dans l'application " travail associatif " ne peut être considérée comme travail associatif.

Conclu à ..... , le .... / .... / .... , en deux exemplaires, dont chaque partie reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Pour l'organisation (nom, qualité et signature précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé")

Le travailleur associatif (nom et signature précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé")

Vu pour être annexé à notre arrêté du 8 avril 2021 fixant le modèle de contrat standard pour le travail associatif en exécution de l'article 6 de la loi du 24 décembre 2020 relative au travail associatif.

**PHILIPPE**

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,  
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre des Finances,  
V. VAN PETEGHEM

Le Ministre des Affaires sociales,  
Fr. VANDENBROUCKE

Le Ministre des Indépendants,  
D. CLARINVAL

**Artikel 7****Deontologie**

De verenigingswerker verbindt zich, bij uitvoering van deze overeenkomst, tot een strikte naleving van de deontologische regels, weergegeven in de hierna genoemde documenten, instructies of analoge voorschriften:

- .....
- .....
- .....
- .....

De verenigingswerker bevestigt uitdrukkelijk de ontvangst en de kennisse van deze documenten, instructies, en/of analoge voorschriften.

**Artikel 8**

Inlichtingen en voorschriften inzake risico's en welzijn verbonden aan het verenigingswerk

De verenigingswerker bevestigt alle noodzakelijke inlichtingen en voorschriften van de organisatie te hebben verkregen op het vlak van de risico's verbonden aan het verenigingswerk en inzake het welzijn tijds van uitvoering van het verenigingswerk.

De verenigingswerker verbindt er zich tevens toe om deze inlichtingen en voorschriften na te leven.

**Artikel 9**

De voorafgaandelijke aangifte in de toepassing "verenigingswerk" ([www.verenigingswerk.be](http://www.verenigingswerk.be))

De organisatie bevestigt voorafgaandelijk aan het begin van de prestaties alle vereiste aangiften in de toepassing "verenigingswerk" van de RSZ te zullen verrichten. Indien uit deze aangifte blijkt dat de verenigingswerker niet aan de toepassingsvooraanvaarden voldoet, zal de organisatie hem hiervan onmiddellijk op de hoogte stellen en is deze overeenkomst van rechtswege nietig. Iedere prestatie verricht zonder voorafgaandelijke aangifte in de toepassing "verenigingswerk" kan niet aanzien worden als verenigingswerk.

Overeengekomen te ..... , op .... / .... / .... , in twee exemplaren, waarvan elke partij bevestigt een exemplaar te hebben ontvangen.

Namens de organisatie (naam, hoedanigheid en handtekening, voorafgegaan door de eigenhandig geschreven woorden "gelezen en goedgekeurd")

De verenigingswerker (naam en handtekening, voorafgegaan door de eigenhandig geschreven woorden "gelezen en goedgekeurd")

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 8 april 2021 tot vaststelling van het model van de standaardovereenkomst voor verenigingswerk bij uitvoering van artikel 6 van de wet van 24 december 2020 betreffende het verenigingswerk.

**FILIP**

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Financiën,  
V. VAN PETEGHEM

De Minister van Sociale Zaken,  
Fr. VANDENBROUCKE

De Minister van Zelfstandigen,  
D. CLARINVAL

**SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE**

[C – 2021/41017]

**18 AVRIL 2021. — Arrêté royal portant exécution  
de l'article 309/2, § 6, du Code judiciaire**

**RAPPORT AU ROI**

Sire,

L'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à fixer la composition, les modalités de fonctionnement, le statut, la situation juridique et le traitement des membres du personnel concernés du secrétariat des procureurs européens délégués.

Dans le cadre de la lutte contre les infractions pénales portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union, le Conseil de l'Union européenne a adopté le 12 octobre 2017 le Règlement 2017/1939 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen. À la suite de ce règlement, les adaptations nécessaires ont été apportées

**FEDERALE OVERHEIDS Dienst Justitie**

[C – 2021/41017]

**18 APRIL 2021. — Koninklijk besluit tot uitvoering  
van artikel 309/2, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek**

**VERSLAG AAN DE KONING**

Sire,

Het koninklijk besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majestiteit ter ondertekening voor te leggen, heeft tot doel de samenstelling, de nadere werkingsregels, het statuut, de rechtspositie en de wedde van de betrokken personeelsleden van het secretariaat van de gedelegeerd Europees aanklagers vast te leggen.

In het kader van de strijd tegen strafbare feiten die de financiële belangen van de Unie schaden nam de Raad van de Europese Unie op 12 oktober 2017 de verordening 2017/1939 betreffende nauwere samenwerking bij de instelling van het Europees Openbaar Ministerie ("EOM") aan. Naar aanleiding van deze verordening werden de nodige

dans le Code judiciaire par la loi du 5 mai 2019 portant des dispositions diverses en matière pénale et en matière de cultes, et modifiant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie et le Code pénal social (M.B. 24 mai 2019) et par la loi du 17 février 2021 portant des dispositions diverses en matière de justice (M.B. 24 février 2021). Le Parquet européen est un organe indivisible de l'Union européenne, qui opère comme un parquet unique indépendant des États membres et structuré à deux niveaux. Le niveau central européen se compose du chef du Parquet européen, qui est le chef du Parquet européen dans son ensemble et le chef du collège des procureurs européens, des chambres permanentes et des procureurs européens. Le niveau décentralisé est constitué des procureurs européens délégués affectés dans les États membres mêmes. Ce sont ces procureurs européens délégués qui sont responsables dans leur État membre de l'exécution des enquêtes et des poursuites pénales relevant de la compétence du Parquet européen et dans le cadre desquelles ils doivent suivre les orientations et les instructions de celui-ci. Les procureurs européens délégués sont également responsables de la mise en état des affaires et disposent notamment du pouvoir de présenter des arguments à l'audience, de prendre part à l'obtention des moyens de preuve et d'exercer les voies de recours existantes conformément au droit national. Les procureurs européens délégués belges sont soutenus par un secrétariat dont les frais doivent être supportés par l'État membre concerné, conformément au règlement européen.

Bien qu'en Belgique, les procureurs européens délégués soient désignés parmi des magistrats belges, ils opèrent en toute indépendance dans l'ordre juridique belge, comme l'exige également le règlement européen. Cette exigence d'indépendance est dès lors étendue à leur secrétariat qui, de ce fait, ne peut pas être attaché à un parquet existant de l'ordre juridique belge. Par conséquent, l'organisation et le fonctionnement du secrétariat tels qu'ils sont définis dans le présent arrêté doivent être considérés à la lumière de cette exigence d'indépendance.

L'article 1<sup>er</sup> fixe le cadre du personnel du secrétariat. Étant donné qu'il y aura en Belgique au moins un procureur européen délégué francophone et un procureur européen délégué néerlandophone, il est également opté pour minimum un membre du personnel de niveau B francophone et un membre du personnel de niveau B néerlandophone. En fonction du nombre de procureurs européens délégués, deux membres du personnel supplémentaires pourront également être désignés si la charge de travail l'exige. Cependant, ces membres du personnel exerceront leurs fonctions sous l'autorité et la direction des deux procureurs européens délégués. Si un secrétaire est temporairement empêché, il pourra être fait appel pour la durée de l'empêchement à un membre du personnel de niveau B du même rôle linguistique appartenant à un parquet, à un auditotat du travail, au parquet fédéral, au parquet général ou à l'auditotat général, tous situés dans le ressort de Bruxelles.

L'article 2 établit les conditions de désignation pour les membres du personnel du secrétariat. Concernant les membres du personnel, comme le fonctionnement du secrétariat est comparable à celui d'un secrétariat de parquet, on recherche en premier lieu des membres du personnel de l'Ordre judiciaire. Vu l'exigence de posséder une expérience d'un an au sein d'un secrétariat de parquet, ils sont directement affectables et opérationnels au sein du secrétariat qui est plutôt petit. Conformément aux articles 330bis et 330ter du Code judiciaire, les membres du personnel qui travaillent actuellement dans l'Ordre judiciaire peuvent être délégués à des fonctions au secrétariat des procureurs européens délégués. Si nécessaire, des membres du personnel peuvent également être engagés sous les liens d'un contrat de travail. Il ressort de l'avis 68.891/1 du Conseil d'État, rendu le 18 mars 2021, que l'arrêté ne doit pas renvoyer à l'article 178 du Code judiciaire. Un tel engagement est possible pour des candidats qui ne viennent pas de l'Ordre judiciaire, mais qui ont tout de même déjà acquis précédemment l'expérience requise au sein d'un secrétariat de parquet ou pour des membres du personnel qui travaillent au sein de l'Ordre judiciaire et qui ont été engagés sous les liens d'un contrat de travail. Dans ce cadre, le contrat de travail existant sera adapté. Les membres du personnel seront désignés par le ministre qui a la Justice dans ses attributions pour un terme renouvelable de cinq ans, sur la proposition des procureurs européens délégués.

Articles 3-9. Le statut des membres du personnel du secrétariat est le plus proche possible de celui des membres du personnel de l'Ordre judiciaire. Ce n'est que lorsque la nature du secrétariat l'exige qu'une légère dérogation aux règles "régulières" est prévue. Le principe de la prestation de serment, le traitement, les indemnités, les primes ainsi que les promotions et avancements et l'arrêté royal du 18 novembre 2015 relatif à l'assistance en justice s'appliquent de la même manière. Toutefois, un supplément de traitement annuel forfaitaire est prévu pour compenser les particularités de la fonction, telles que le fait de travailler dans un environnement multilingue et les possibilités de congé plus limitées. Le régime des congés est un peu plus restrictif

aanpassingen aangebracht in het Gerechtelijk Wetboek door de wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen in strafzaken en inzake erediensten, en tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie en van het Sociaal Strafwetboek (B.S. 24 mei 2019) en de wet van 17 februari 2021 houdende diverse bepalingen inzake justitie (B.S. 24 februari 2021). Het Europees Openbaar Ministerie is een ondeelbaar orgaan van de Europese Unie dat als één parket onafhankelijk van de lidstaten opereert en daarbij gestructureerd is op twee niveaus. Het centraal Europees niveau bestaat uit een Europees hoofdaanklager, die het hoofd is van het EOM in zijn geheel, en van het college van Europees aanklagers, de permanente kamers en de Europese aanklagers. Het decentrale niveau wordt gevormd door de gedelegeerd Europese aanklagers in de lidstaten zelf. Het zijn deze gedelegeerd Europese aanklagers die in hun lidstaat verantwoordelijk zijn voor het uitvoeren van de onderzoeken en strafvervolgingen waarvoor het Europees Openbaar Ministerie bevoegd is en waarbij zij haar aanwijzingen en instructies dienen op te volgen. De gedelegeerd Europese aanklagers zijn tevens verantwoordelijk voor het voor de rechter brengen van een zaak en hebben in het bijzonder de bevoegdheid de tenlastelegging te formuleren, deel te nemen aan de bewijsgaring en het aanwenden van beschikbare rechtsmiddelen in overeenstemming met het nationale recht. De Belgische gedelegeerd Europese aanklagers worden ondersteund door een secretariaat waarvan ingevolge de verordening de kosten dienen gedragen te worden door de betrokken lidstaat.

Hoewel de gedelegeerd Europese aanklagers in België worden aangewezen onder Belgische magistraten, opereren zij volledig onafhankelijk in de Belgische rechtsorde zoals ook vereist wordt door de verordening. Deze vereiste van onafhankelijkheid wordt dan ook doorgetrokken naar hun secretariaat dat hierdoor niet verbonden kan worden met een bestaand parket van de Belgische rechtsorde. De organisatie en de werking van het secretariaat zoals opgenomen in dit besluit, dienen derhalve in deze onafhankelijkheidsvereiste gelezen te worden.

Artikel 1 legt de personeelsformatie van het secretariaat vast. Aangezien er in België minstens één Nederlandstalige en één Franstalige gedelegeerd Europese aanklager werkzaam zullen zijn, wordt ook geopteerd voor een minimum van één Nederlandstalig en één Franstalig personeelslid van niveau B. Indien de werklast het vereist, kunnen mede in functie van het aantal gedelegeerd Europese aanklagers twee bijkomende personeelsleden worden aangewezen. Deze personeelsleden oefenen hun taken evenwel uit onder het gezag en de leiding van beide gedelegeerd Europese aanklagers. Wanneer een secretaris tijdelijk verhinderd is, kan voor de duur van de verhindering beroep gedaan worden op een personeelslid van niveau B van dezelfde taalrol die afkomstig is uit een parket, een arbeidsauditoraat, het federaal parket, het parket-generaal of het auditoraat-generaal, allen zich situerend in het rechtsgebied Brussel.

Artikel 2 legt de aanwijzingsvoorraarden vast voor de personeelsleden van het secretariaat. Aangezien de werking van het secretariaat vergelijkbaar is met dat van een parketsecretariaat, wordt voor de personeelsleden in de eerste plaats gekeken naar personeelsleden van de rechterlijke orde. Gelet op de vereiste van één jaar ervaring binnen een parketsecretariaat, zijn zij onmiddellijk inzetbaar en operationeel binnen het enigszins kleine secretariaat. Personeelsleden die thans werkzaam zijn in de rechterlijke orde kunnen overeenkomstig de artikelen 330bis en 330ter van het Gerechtelijk Wetboek gemachtigd worden een opdracht te vervullen in het secretariaat van de gedelegeerd Europese aanklagers. Indien nodig kunnen personeelsleden ook aangeworven worden door middel van een arbeidsovereenkomst. Ingevolge het advies 68.891/1 van de Raad van State, gegeven op 18 maart 2021, dient het besluit hierbij niet te verwijzen naar artikel 178 van het Gerechtelijk Wetboek. Dit is mogelijk voor kandidaten die van buiten de rechterlijke orde komen doch vroeger reeds de gevraagde ervaring binnen een parketsecretariaat hebben opgedaan of voor personeelsleden die binnen de rechterlijke orde werken en werden aangeworven met een arbeidsovereenkomst. De bestaande arbeidsovereenkomst zal daarbij aangepast worden. De personeelsleden zullen op voorstel van de gedelegeerd Europese aanklagers voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar worden aangewezen door de minister bevoegd voor Justitie.

Artikelen 3-9. Het statuut van de personeelsleden van het secretariaat leunt zo nauw mogelijk aan bij dat van de personeelsleden van de rechterlijke orde. Enkel wanneer de aard van het secretariaat dat vereist, is een kleine afwijking van de "reguliere" regels voorzien. Het principe van de eedaflegging, de wedde, de vergoedingen, de premies met de daarbij horende bevorderingen en verhogingen, het koninklijk besluit van 18 november 2015 met betrekking tot de rechtshulp zijn dezelfde. Wel wordt een forfaitaire jaarlijkse weddenbijslag voorzien die dient om de bijzonderheden van de functie te compenseren zoals o.a. het werken in een meertalige omgeving en de beperktere verlof mogelijkheden. De verlofregeling is iets beperkter gelet op de geringe

compte tenu de la petite taille du secrétariat. Comme le cadre du personnel est assez limité, les absences ne peuvent être compensées aussi facilement par d'autres collègues et l'engagement est, par la force des choses, à temps plein. De telles restrictions ne sont pas inhabituelles et sont également prévues pour certaines fonctions dans l'arrêté royal du 16 mars 2001 relatif aux congés et aux absences accordés à certains membres du personnel des services qui assistent le pouvoir judiciaire. Pour les membres du personnel qui ont été nommés dans l'Ordre judiciaire et qui exercent des fonctions au sein du secrétariat, l'autorité disciplinaire compétente reste celle du service d'origine. En effet, le présent arrêté ne peut pas déroger à l'article 412, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du Code judiciaire. Par contre, il est prévu que dans le cas d'une procédure disciplinaire, le procureur européen délégué du rôle linguistique de l'intéressé est entendu par les autorités disciplinaires compétentes. Le système d'évaluation est le même que celui des membres du personnel de l'ordre judiciaire, le rôle et les tâches du supérieur hiérarchique et du magistrat-chef de corps étant naturellement spécifiques au secrétariat. Les dispositions pertinentes du Code judiciaire, à savoir les articles 287<sup>ter</sup>, 287<sup>quater</sup>, 372bis, 372ter, 372sexies et suivants, ainsi que l'arrêté royal du 27 mai 2014 relatif à l'évaluation des membres du personnel de l'Ordre judiciaire sont donc applicables. Conformément à l'article 287<sup>ter</sup> du Code judiciaire, si le membre du personnel était déjà membre du personnel de l'ordre judiciaire, il fera bien entendu l'objet d'un nouvel entretien de fonction lors de sa désignation au sein du secrétariat. Cette méthode est la même que pour les autres membres du personnel de l'Ordre judiciaire qui changent de fonctions. Un nouveau cycle d'évaluation suivra.

**Article 10.** Si c'est un membre du personnel statutaire de l'Ordre judiciaire qui exerce des fonctions au secrétariat, la possibilité de le remplacer dans son service d'origine est prévue afin de ne pas y créer un manque de personnel inutile.

**Article 11.** Vu la composition limitée du secrétariat et l'exigence de bon fonctionnement qui va de pair, une bonne entente entre les procureurs européens délégués et les membres du personnel est indispensable. Toutefois, la volonté de mettre un terme à la collaboration peut exister des deux côtés. Cette possibilité a été prévue avec les garanties nécessaires. S'il s'agit d'une délégation, le membre du personnel retourne simplement dans son service d'origine. Les remarques terminologiques émises par le Conseil d'État dans l'avis précité ont été suivies.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
  
Le Ministre de la Justice,  
V. VAN QUICKENBORNE

CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

Avis 68.891/1 du 18 mars 2021 sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution de l'article 309/2, § 6, du Code judiciaire'

Le 17 février 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution de l'article 309/2, § 6, du Code judiciaire'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 11 mars 2021. La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Bert THYS et Wouter PAS, conseillers d'État, Michel TISON et Johan PUT, assesseurs, et Greet VERBERCKMOES, greffier.

Le rapport a été présenté par Cedric JENART, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Bert Thys, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 mars 2021.

\*

PORTEE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de mettre en place un dispositif relatif au personnel du secrétariat des procureurs européens délégués en Belgique (1).

grootte van het secretariaat. Aangezien de personeelsformatie eerder beperkt is kunnen afwezigheden niet zomaar opgevangen worden door andere collega's en is de tewerkstelling noodgedwongen voltijds. Dergelijke beperkingen zijn niet ongewoon en komen ook voor bepaalde functies voor in het koninklijk besluit van 16 maart 2001 betreffende de verloven en de afwezigheden toegestaan aan sommige personeelsleden van de diensten die de Rechterlijke Macht terzijde staan. Voor de personeelsleden die werden benoemd binnen de rechterlijke orde en die een opdracht vervullen binnen het secretariaat, blijft de bevoegde tuchtoverheid deze van de dienst van herkomst. Dit besluit kan immers niet afwijken van artikel 412, § 1, derde lid, van het Gerechtelijk wetboek. Wel wordt ingeschreven dat in geval van tuchtprocedure de gedelegeerd Europese aanklager van de taalrol van de betrokken wordt gehoord door de bevoegde tuchtoverheden. Het evaluatiesysteem is hetzelfde als dat voor de personeelsleden van de rechterlijke orde waarbij de rol en de taken van de hiërarchische meerdere en de magistraat-korpsoverste uiteraard specifiek worden toegespitst op het secretariaat. De desbetreffende bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, zijnde de artikelen 287<sup>ter</sup>, 287<sup>quater</sup>, 372bis, 372ter, 372sexies en volgende, alsook het koninklijk besluit van 27 mei 2014 betreffende de evaluatie van de personeelsleden van de rechterlijke orde zijn dan ook van toepassing. Indien het personeelslid reeds werkzaam was als personeelslid van de rechterlijke orde zal bij zijn aanwijzing overeenkomstig artikel 287<sup>ter</sup> van het Gerechtelijk Wetboek uiteraard een nieuw functiegesprek plaats hebben binnen het secretariaat. Dit is dezelfde werkwijze als voor andere personeelsleden van de rechterlijke orde die van functie veranderen. Een nieuwe evaluatiecyclus zal dan volgen.

**Artikel 10.** Indien het een statutair personeelslid van de rechterlijke orde betreft die een opdracht vervult in het secretariaat, wordt in de mogelijkheid tot vervanging voorzien in zijn dienst van herkomst teneinde aldaar geen onnodige personeelslacune te creëren.

**Artikel 11.** Gelet op de beperkte samenstelling van het secretariaat en de daarbij horende vereiste van goede werking is een goede verstandhouding tussen de gedelegeerd Europese aanklagers en de personeelsleden onontbeerlijk. Langs beide kanten kan evenwel de wil bestaan om een einde te maken aan de samenwerking. Deze mogelijkheid werd ingeschreven mits de nodige garanties. Indien het een opdracht betreft, keert het personeelslid gewoon terug naar zijn dienst van herkomst. De terminologische bemerkingen van de Raad van State in bovenvermeld advies werden gevuld.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majestieit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
  
De Minister van Justitie,  
V. VAN QUICKENBORNE

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

Advies 68.891/1 van 18 maart 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van artikel 309/2, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek'

Op 17 februari 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van artikel 309/2, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 11 maart 2021. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMMÈ, kamervoorzitter, Bert THYS en Wouter PAS, staatsraden, Michel TISON en Johan PUT, assessoren, en Greet VERBERCKMOES, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Cedric JENART, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bert THYS, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 maart 2021.

\*

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

1. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe een regeling tot stand te brengen met betrekking tot het personeel van het secretariaat van de gedelegeerd Europese aanklagers in België.(1)

Ainsi, le projet précise notamment le cadre du personnel de ce secrétariat, de même que la désignation des secrétaires, leur prestation de serment, leur régime de rémunération, leur situation administrative, leurs congés et absences, leur système d'évaluation et régime disciplinaire et la fin de leur désignation.

2. Le projet trouve un fondement juridique dans l'article 309/2, § 6, du Code judiciaire, modifié par la loi du 17 février 2021 'portant des dispositions diverses en matière de justice', selon lequel « [l]es procureurs européens délégués disposent d'un secrétariat dont la composition, les modalités de fonctionnement, le statut, la situation juridique et le traitement des membres du personnel concernés sont fixées [lire : fixés] par le Roi ».

### EXAMEN DU TEXTE

#### Préambule

3. On complétera le premier alinéa du préambule du projet par la date du « 17 février 2021 ».

4. Au deuxième alinéa du préambule du projet, il convient de remplacer la date du 10 novembre 2020 » par celle du « 12 novembre 2020 ».

#### Article 2

5. L'article 2, dernier alinéa, du projet prévoit que le ministre qui a la Justice dans ses attributions peut conclure des contrats de travail « conformément à l'article 178 du Code judiciaire ».

Concernant cette disposition, le délégué a déclaré ce qui suit :

« Gelet op de onafhankelijkheid van de gedelegeerd Europese aanklagers en hun secretariaat zoals vereist door de verordening, kan het secretariaat niet verbonden worden met een bestaand parket van de Belgische rechtsorde, hoewel het erg gelijkend is op een 'gewoon' parketsecretariaat en zijn gerechtspersoneel.

De samenstelling, de nadere werkingsregels, het statuut, de rechtspositie en de wedde van de betrokken personeelsleden van dat secrétariat dienen derhalve volledig vastgelegd te worden in dit besluit overeenkomstig de 'toekomstige' rechtsgrond in artikel 309/2, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek. De Koning dient derhalve te bepalen op welke wijze de personeelsleden worden aangewezen en heeft daarbij voorzien dat, zoals deze mogelijkheid ook voorzien wordt in het Gerechtelijk Wetboek voor het gerechtspersoneel, indien nodig arbeidsovereenkomsten kunnen aangegaan worden zoals artikel 178 van het Gerechtelijk Wetboek dat voorziet. De rechtsgrond van dit besluit blijft artikel 309/2, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek maar laat de Minister bevoegd voor Justitie toe het bestaande artikel 178 van het Gerechtelijk Wetboek ook te gebruiken zoals hij dat kan voor de aanwerving van het reguliere gerechtspersoneel. De parallel met het statuut en de rechtspositie van het reguliere gerechtspersoneel wordt in dit besluit doorgetrokken ».

On n'aperçoit toutefois pas clairement la portée de la référence à l'article 178 du Code judiciaire figurant dans cette disposition. Si, ce faisant, l'auteur du projet entend uniquement indiquer que le ministre précité peut engager des membres du personnel pour le secrétariat des procureurs européens délégués dans les liens d'un contrat de travail, de la même manière qu'il peut le faire, en vertu de l'article 178 du Code judiciaire, pour un greffe, un secrétariat de parquet ou un service d'appui, cette référence est inutile et il est recommandé de l'omettre. Si, toutefois, comme le laisse penser la déclaration du délégué, la disposition en projet tend également à imposer que le ministre ne peut engager des membres du personnel pour le secrétariat des procureurs européens délégués dans les liens d'un contrat de travail que dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 178 du Code judiciaire, il y a lieu, dans l'intérêt de la sécurité juridique, de l'exprimer plus clairement dans la disposition en projet.

#### Article 11

6.1. À la question de savoir pourquoi le terme « membre du personnel », utilisé à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 11 du projet, est remplacé par le terme « intéressé » dans les autres alinéas de l'article 11, le délégué a donné la réponse suivante :

« Bij de kennisgeving in het vierde lid van artikel 11 is de beslissing tot het al dan niet beëindigen van de opdracht definitief en derhalve reeds genomen zodat er op dat ogenblik mogelijk ook geen sprake meer is van 'personeelslid' in de strikte betekenis. De term 'belanghebbende' dekt zowel de mogelijkheid dat de opdracht beëindigd dan wel niet beëindigd werd. In die zin zou de term 'personeelslid' behouden kunnen blijven in het tweede en het derde lid ».

Zo worden onder meer de personeelsformatie van dat secrétariat, alsook de aanwijzing van de secretarissen, hun eedaflegging, bezoldigingsregeling, administratieve toestand, verloven en afwezigheden, evaluatie- en tuchtregeling en de beëindiging van hun aanwijzing nader bepaald.

2. Het ontwerp vindt rechtsgrond in artikel 309/2, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek, zoals het werd gewijzigd bij de wet van 17 februari 2021 'houdende diverse bepalingen inzake justitie', naar luid waarvan "[d]e gedelegeerd Europese aanklagers beschikken over een secretariaat waarvan de samenstelling, de nadere werkingsregels, het statuut, de rechtspositie en de wedde van de betrokken personeelsleden vastgesteld worden door de Koning".

### ONDERZOEK VAN DE TEKST

#### Aanhef

3. Het eerste lid van de aanhef van het ontwerp dient te worden aangevuld met de datum "17 februari 2021".

4. In het tweede lid van de aanhef van het ontwerp moet de datum "10 november 2020" worden vervangen door de datum "12 november 2020".

#### Artikel 2

5. Artikel 2, laatste lid, van het ontwerp bepaalt dat de minister bevoegd voor Justitie arbeidsovereenkomsten kan aangaan "zoals bedoeld in artikel 178 van het Gerechtelijk Wetboek".

De gemachtigde verklaarde met betrekking tot deze bepaling:

“Gelet op de onafhankelijkheid van de gedelegeerd Europese aanklagers en hun secretariaat zoals vereist door de verordening, kan het secretariaat niet verbonden worden met een bestaand parket van de Belgische rechtsorde, hoewel het erg gelijkend is op een 'gewoon' parketsecretariaat en zijn gerechtspersoneel.

De samenstelling, de nadere werkingsregels, het statuut, de rechtspositie en de wedde van de betrokken personeelsleden van dat secrétariat dienen derhalve volledig vastgelegd te worden in dit besluit overeenkomstig de 'toekomstige' rechtsgrond in artikel 309/2, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek. De Koning dient derhalve te bepalen op welke wijze de personeelsleden worden aangewezen en heeft daarbij voorzien dat, zoals deze mogelijkheid ook voorzien wordt in het Gerechtelijk Wetboek voor het gerechtspersoneel, indien nodig arbeidsovereenkomsten kunnen aangegaan worden zoals artikel 178 van het Gerechtelijk Wetboek dat voorziet. De rechtsgrond van dit besluit blijft artikel 309/2, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek maar laat de Minister bevoegd voor Justitie toe het bestaande artikel 178 van het Gerechtelijk Wetboek ook te gebruiken zoals hij dat kan voor de aanwerving van het reguliere gerechtspersoneel. De parallel met het statuut en de rechtspositie van het reguliere gerechtspersoneel wordt in dit besluit doorgetrokken.”

De draagwijdte van de in deze bepaling opgenomen verwijzing naar artikel 178 van het Gerechtelijk Wetboek is evenwel niet duidelijk. Indien de steller van het ontwerp daarmee slechts beoogt aan te geven dat de genoemde minister personeelsleden voor het secretariaat van de gedelegeerd Europese aanklagers kan aanwerven bij arbeidsovereenkomst zoals hij krachtens artikel 178 van het Gerechtelijk Wetboek ook personeelsleden bij arbeidsovereenkomst kan aanwerven voor een griffie, een parketsecretariaat of een steundienst, dan is die verwijzing overbodig en verdient het aanbeveling om ze weg te laten. Indien echter, zoals de verklaring van de gemachtigde laat uitschijnen, de ontworpen bepaling tevens beoogt voor te schrijven dat de minister alleen onder dezelfde voorwaarden als degene die zijn bepaald in artikel 178 van het Gerechtelijk Wetboek, personeelsleden voor het secretariaat van de gedelegeerd Europese aanklagers bij arbeidsovereenkomst mag aanwerven, dan moet dat ter wille van de rechtszekerheid duidelijker in de ontworpen bepaling tot uitdrukking worden gebracht.

#### Artikel 11

6.1. Gevraagd waarom de term "personeelslid" die in het eerste lid van artikel 11 van het ontwerp wordt gebruikt, in de overige ledens van artikel 11 wordt vervangen door de term "belanghebbende", antwoordde de gemachtigde:

“Bij de kennisgeving in het vierde lid van artikel 11 is de beslissing tot het al dan niet beëindigen van de opdracht definitief en derhalve reeds genomen zodat er op dat ogenblik mogelijk ook geen sprake meer is van 'personeelslid' in de strikte betekenis. De term 'belanghebbende' dekt zowel de mogelijkheid dat de opdracht beëindigd dan wel niet beëindigd werd. In die zin zou de term 'personeelslid' behouden kunnen blijven in het tweede en het derde lid.”

6.2. Le terme « intéressé » doit effectivement être remplacé aux alinéas 2 et 3 de l'article 11 du projet par le terme « membre du personnel », dès lors que, au moment visé dans ces dispositions, il n'a pas encore été mis fin à la désignation du membre du personnel. Au moment visé à l'alinéa 4, il se pourrait bien qu'il ait été mis un terme à la désignation du membre du personnel, mais, dans la disposition concernée, qui vise une notification de la décision définitive, le terme « intéressé » est quant à lui trop large. Il est dès lors recommandé de remplacer le terme « intéressé », figurant à l'alinéa 4 du projet, par le terme « personne concernée ».

LE GREFFIER

Greet VERBERCKMOES

LE PRÉSIDENT

Marnix VAN DAMME

## Note

(1) En vertu de l'article 8, paragraphe 4, du règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 'mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen', les procureurs européens délégués constituent le niveau décentralisé du Parquet européen.

6.2. De term "belanghebbende" dient in het tweede en het derde lid van artikel 11 van het ontwerp inderdaad te worden vervangen door de term "personeelslid", aangezien de aanwijzing van het personeelslid op het in die bepalingen bedoelde ogenblik nog niet is beëindigd. Op het ogenblik bedoeld in het vierde lid is de aanwijzing van het personeelslid mogelijk wel beëindigd, maar de term "belanghebbende" is in de desbetreffende bepaling, die een kennisgeving van de definitieve beslissing aan de betrokkenen voor ogen heeft, dan weer te ruim. Het verdient dan ook aanbeveling om de term "belanghebbende" in het vierde lid te vervangen door de term "betrokkene".

DE GRIFFIER

Greet VERBERCKMOES

DE VOORZITTER

Marnix VAN DAMME

## Nota

(1) Krachtens artikel 8, lid 4, van verordening (EU) 2017/1939 van de Raad van 12 oktober 2017 'betreffende nauwere samenwerking bij de instelling van het Europees Openbaar Ministerie ('EOM')' vormen de gedelegeerd Europese aanklagers het decentrale niveau van het Europees Openbaar Ministerie.

**18 AVRIL 2021. — Arrêté royal portant exécution de l'article 309/2, § 6, du Code judiciaire**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, l'article 309/2, § 6, inséré par la loi du 5 mai 2019 et modifié par la loi du 17 février 2021 ;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 16 juillet 2020 et le 12 novembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 septembre 2020 et l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, donné le 26 novembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 14 septembre 2020 et l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 9 décembre 2020 ;

Vu le protocole n° 496 consignant les conclusions des négociations au sein du Comité de secteur III – OJ Justice, en date du 25 septembre 2020 et le protocole n° 498 consignant les conclusions des négociations au sein du Comité de secteur III – OJ Justice, en date du 16 décembre 2020 ;

Vu l'avis 68.891/1 du Conseil d'Etat, donné le 18 mars 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le cadre du personnel du secrétariat des procureurs européens délégués est fixé comme suit :

- minimum 2 secrétaires, de niveau B ;
- maximum 4 secrétaires, de niveau B.

Le secrétariat compte autant de membres de personnel francophones que néerlandophones.

Les membres du personnel exercent leurs fonctions sous l'autorité et la direction des procureurs européens délégués.

En cas d'empêchement temporaire d'un secrétaire, le procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles peut, à la demande d'un procureur européen délégué et sur avis du secrétaire en chef et du magistrat-chef de corps, désigner un membre du personnel de niveau B d'un secrétariat de parquet situé dans le ressort de Bruxelles pour la durée de l'empêchement et avec son consentement, afin de remplacer le secrétaire empêché du même rôle linguistique. Cette désignation n'a aucune incidence sur le statut du membre du personnel désigné.

**18 APRIL 2021. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 309/2, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, artikel 309/2, § 6, ingevoegd bij de wet van 5 mei 2019 en gewijzigd bij de wet van 17 februari 2021;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 juli 2020 en 12 november 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 14 september 2020 en de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 26 november 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, d.d. 14 september 2020 en de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, d.d. 9 december 2020;

Gelet op het protocol nr. 496 houdende de besluiten van de onderhandelingen van het Sectorcomité III - RO Justitie, op datum van 25 september 2020 en het protocol nr. 498 houdende de besluiten van de onderhandelingen van het Sectorcomité III - RO Justitie, op datum van 16 december 2020;

Gelet op advies 68.891/1 van de Raad van State, gegeven op 18 maart 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De personeelsformatie van het secretariaat van de gedelegeerd Europese aanklagers wordt vastgesteld als volgt:

- minimum 2 secretarissen, van niveau B;
- maximum 4 secretarissen, van niveau B.

Het secretariaat telt evenveel Nederlandstalige als Franstalige personeelsleden.

De personeelsleden oefenen hun taken uit onder het gezag en de leiding van de gedelegeerd Europese aanklagers.

Bij tijdelijke verhindering van een secretaris kan de procureur-generaal bij het hof van beroep te Brussel op vraag van een gedelegeerd Europese aanklager en na advies van de hoofdsecretaris en de magistraat-korpschef, een personeelslid van niveau B van een parket-secretariaat dat zich situeert in het rechtsgebied Brussel voor de duur van de verhindering en met zijn toestemming aanwijzen om de verhinderde secretaris van dezelfde taalrol te vervangen. Deze aanwijzing heeft geen enkel gevolg voor het statuut van het aangewezen personeelslid.

**Art. 2.** Les vacances d'emploi accompagnées de la description de fonction et du profil de compétence sont annoncées par un avis publié au *Moniteur belge*. Cet avis invite les candidats à faire valoir leurs titres et mérites, fixe le délai pour le dépôt des candidatures et désigne l'autorité auprès de laquelle ces candidatures doivent être introduites.

Les membres du personnel sont désignés, sur la proposition des procureurs européens délégués, par le ministre qui a la Justice dans ses attributions, de préférence parmi les membres du personnel judiciaire, pour un terme renouvelable de cinq ans.

Pour pouvoir être désigné, le candidat doit :

a) être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'études en rapport avec le niveau à conférer, ou

b) être revêtu d'un grade du niveau à conférer.

Le candidat doit posséder une expérience professionnelle d'au moins un an dans un secrétariat de parquet.

Le ministre qui a la Justice dans ses attributions peut conclure des contrats de travail.

**Art. 3.** Les membres du personnel prêtent le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831, entre les mains d'un des procureurs européens délégués.

**Art. 4.** Les membres du personnel sont soumis au régime de rémunération du personnel administratif des services qui assistent le pouvoir judiciaire, y compris aux règles régissant les allocations, les primes et les indemnités.

Sans préjudice des articles 330bis, alinéa 2, et 330ter, § 4, du Code judiciaire, le membre du personnel désigné au niveau B bénéficie de l'échelle de traitement visée à l'article 372 du Code judiciaire.

Les membres du personnel perçoivent un supplément de traitement de 2221,91 euros. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des services publics s'applique également à ce supplément. Il est lié à l'évolution de l'indice pivot 138,01.

**Art. 5.** La période de désignation est assimilée à une période d'activité de service durant laquelle le membre du personnel maintient ses droits à la promotion et à l'avancement dans son échelle de traitement.

**Art. 6.** L'arrêté royal du 16 mars 2001 relatif aux congés et aux absences accordés à certains membres du personnel des services qui assistent le pouvoir judiciaire est d'application aux membres du personnel, à l'exception des dispositions concernant :

a) le congé pendant la durée d'un stage ou d'une période d'essai et pendant une campagne électorale ;

b) le congé pour interruption de la carrière professionnelle, à l'exception du congé pour soins palliatifs, du congé pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de son ménage ou à un membre de sa famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave et du congé pour l'assistance ou les soins à un enfant mineur pendant ou juste après l'hospitalisation de l'enfant des suites d'une maladie grave et du congé parental ;

c) l'absence de longue durée pour raisons personnelles ;

d) les prestations réduites pour convenance personnelle ;

e) la semaine de quatre jours avec prime ;

f) la semaine de quatre jours sans prime ;

g) le travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans.

**Art. 7.** Sans préjudice de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les membres du personnel désignés parmi le personnel statutaire de l'ordre judiciaire, restent soumis aux règles du régime disciplinaire applicable dans leur service d'origine. En cas de procédure disciplinaire, le procureur européen délégué du rôle linguistique de l'intéressé est entendu par les autorités disciplinaires compétentes.

**Art. 8.** Les membres du personnel sont soumis aux dispositions en lien avec l'évaluation prévues par le Code judiciaire et l'arrêté royal du 27 mai 2014 relatif à l'évaluation des membres du personnel de l'ordre judiciaire, le procureur européen délégué du même rôle linguistique étant le supérieur hiérarchique et les fonctions du magistrat-chef de corps étant exercées par le procureur européen.

**Art. 2.** De openstaande betrekkingen worden samen met de functieomschrijving en het competentieprofiel aangekondigd via een bericht dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Dat bericht nodigt de kandidaten uit hun titels en verdiensten te doen gelden, bepaalt de termijn waarin de kandidaturen ingediend moeten worden en wijst de overheid aan bij wie de kandidaturen ingediend moeten worden.

De personeelsleden worden, op voorstel van de gedelegeerd Europees aanklagers, door de minister bevoegd voor Justitie, bij voorkeur uit het gerechtspersoneel aangewezen voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar.

Om aangewezen te kunnen worden moet de kandidaat:

a)houder zijn van een diploma of een studiegetuigschrift dat overeenkomt met het te verlenen niveau, of

b)bekleed zijn met een graad van het te verlenen niveau.

De kandidaat moet een beroepservaring van minstens één jaar hebben in een parketsecretariaat.

De minister bevoegd voor Justitie kan arbeidsovereenkomsten aangaan.

**Art. 3.** De personeelsleden leggen de bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed af in handen van één van de gedelegeerd Europees aanklagers.

**Art. 4.** De personeelsleden zijn onderworpen aan de bezoldigingsregeling van het administratief personeel van de diensten die de Rechterlijke Macht terzijde staan, met inbegrip van de regeling van toelagen, premies en vergoedingen.

Onverminderd de artikelen 330bis, tweede lid, en 330ter, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek, geniet het personeelslid, aangewezen in niveau B de weddeschaal zoals bepaald in artikel 372 van het Gerechtelijk Wetboek.

De personeelsleden ontvangen een weddenbijslag van 2221,91 euro. De mobiliteitsregeling die geldt voor de wedden van het personeel van de federale overheidsdiensten geldt eveneens voor deze weddenbijslag. Zij wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01.

**Art. 5.** De periode van de aanwijzing wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit gedurende dewelke het personeelslid zijn rechten op bevordering en op bevordering in zijn weddenschaal behoudt.

**Art. 6.** Het koninklijk besluit van 16 maart 2001 betreffende de verloven en de afwezigheden toegestaan aan sommige personeelsleden van de diensten die de Rechterlijke Macht terzijde staan is van toepassing op de personeelsleden met uitzondering van de bepalingen betreffende:

a) het verlof tijdens de duur van een stage of proefperiode en tijdens de duur van een verkiezingscampagne;

b) het verlof voor loopbaanonderbreking, met uitzondering van het verlof voor palliatieve zorg, het verlof voor het bijstaan van of voor het verstrekken van verzorging aan een lid van zijn gezin of aan een familielid tot in de tweede graad dat lijdt aan een ernstige ziekte en het verlof voor de bijstand of de verzorging van een minderjarig kind, tijdens of vlak na de hospitalisatie van het kind als gevolg van een zware ziekte en van het ouderschapsverlof;

c) de afwezigheid van lange duur wegens persoonlijke aangelegenheden;

d) de verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden;

e) de vierdagenweek met premie;

f) de vierdagenweek zonder premie;

g) het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar.

**Art. 7.** Onverminderd artikel 1, derde lid, blijven de personeelsleden, aangewezen onder het statutair personeel van de rechterlijke orde, onderworpen aan de regels van de tuchtrechteling die van toepassing waren in hun dienst van herkomst. In geval van tuchtprocedure wordt de gedelegeerd Europees aanklager van de taalrol van de betrokken gehoord door de bevoegde tuchtoverheden.

**Art. 8.** De personeelsleden zijn onderworpen aan de evaluatieregeling zoals voorzien in het Gerechtelijk Wetboek en het koninklijk besluit van 27 mei 2014 betreffende de evaluatie van de personeelsleden van de Rechterlijke Orde, waarbij de gedelegeerd Europees aanklager van dezelfde taalrol de hiërarchische meerder is en de taken van de magistraat-korpsoverste worden uitgeoefend door de Europees aanklager.

**Art. 9.** L'arrêté royal du 18 novembre 2015 relatif à l'assistance en justice du personnel judiciaire, des magistrats, ainsi que des stagiaires judiciaires et à l'indemnisation des dommages aux biens encourus par eux, est applicable aux membres du personnel.

**Art. 10.** Le membre du personnel qui se trouve dans un lien statutaire dans son service d'origine peut être remplacé dans son emploi d'origine.

**Art. 11.** Le ministre qui a la Justice dans ses attributions peut mettre fin à la désignation :

a) à la demande du membre du personnel concerné moyennant un préavis d'un mois donné par le membre du personnel ;

b) à la demande d'un procureur européen délégué.

Si la demande est formulée par un procureur européen délégué, celui-ci rédige préalablement un rapport motivé qui est notifié au membre du personnel par envoi recommandé.

Le membre du personnel est entendu sur ce rapport par le ministre qui a la Justice dans ses attributions ou son délégué, dans le mois de la notification. Il peut se faire assister par la personne de son choix.

La décision définitive est formulée par écrit et notifiée à la personne concernée par envoi recommandé dans les dix jours de l'audition.

**Art. 12.** Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 avril 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice  
V. VAN QUICKENBORNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2021/31112]

**2 AVRIL 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 2018 réglant le financement du Service de méditation pour le consommateur**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code de droit économique, l'article XVI.11, § 2, inséré par la loi du 4 avril 2014 et remplacé par la loi du 18 avril 2017 ;

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 2018 réglant le financement du Service de méditation pour le consommateur ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 décembre 2020 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, donné le 2 février 2021 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'avis 68.850/1 du Conseil d'État, donné le 4 mars 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, du Ministre de la Justice et de la Secrétaire d'État à la Protection des consommateurs et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 2018 réglant le financement du Service de méditation pour le consommateur, les 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> sont remplacés par ce qui suit :

« 1° 100 euros par demande à partir de la cinquième demande traitée de règlement extrajudiciaire d'un litige de consommation ;

2° 200 euros par demande à partir de la vingtième demande traitée de règlement extrajudiciaire d'un litige de consommation. ».

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 2, du même arrêté, les mots « à l'entreprise concernée » sont abrogés.

**Art. 9.** Het koninklijk besluit van 18 november 2015 betreffende rechtshulp aan het gerechtspersoneel, de magistraten en de gerechteleke stagiairs en de schadeloosstelling van de door hen opgelopen zaakschade, is van toepassing op de personeelsleden.

**Art. 10.** Het personeelslid dat zich in een statutair verband bevindt in zijn dienst van herkomst kan vervangen worden in zijn oorspronkelijke betrekking.

**Art. 11.** Er kan door de minister bevoegd voor Justitie een einde gemaakt worden aan de aanwijzing:

a) op verzoek van het betrokken personeelslid mits vooropzeg van een maand gegeven door het personeelslid;

b) op verzoek van een gedelegeerd Europese aanklager.

Indien het verzoek uitgaat van een gedelegeerd Europese aanklager stelt deze daartoe vooraf een met redenen omkleed verslag op dat per aangetekende zending ter kennis wordt gebracht van het personeelslid.

Het personeelslid wordt over dit verslag gehoord door de minister bevoegd voor Justitie of diens afgevaardigde binnen de maand na kennisgeving. Hij kan zich laten bijstaan door een persoon naar keuze.

De definitieve beslissing wordt schriftelijk geformuleerd en per aangetekende zending ter kennis gebracht van de betrokkenne binnen de tien dagen na het verhoor.

**Art. 12.** De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven op Brussel, 18 april 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie  
V. VAN QUICKENBORNE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2021/31112]

**2 APRIL 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 maart 2018 tot regeling van de financiering van de Consumentenombudsdiest**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikel XVI.11, § 2, ingevoegd bij de wet van 4 april 2014 en vervangen bij de wet van 18 april 2017;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 maart 2018 tot regeling van de financiering van de Consumentenombudsdiest;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 15 december 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 2 februari 2021;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op advies 68.850/1 van de Raad van State, gegeven op 4 maart 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie, de Minister van Justitie en de Staatssecretaris voor Consumentenbescherming en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 1 maart 2018 tot regeling van de financiering van de Consumentenombudsdiest worden de bepalingen onder 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> vervangen als volgt:

“1° 100 euro per aanvraag vanaf de vijfde afgehandelde aanvraag voor buitengerechtelijke regeling van een consumentengeschil;

2° 200 euro per aanvraag vanaf de twintigste afgehandelde aanvraag voor buitengerechtelijke regeling van een consumentengeschil.”.

**Art. 2.** In artikel 1, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden “aan de betrokken onderneming” opgeheven.